

LE JOUR, 1951
15 MAI 1951

ECHO A DES NEGOCIATIONS

On ne peut pas se dissimuler les difficultés que rencontrent les négociateurs libanais dans leurs négociations avec la Syrie. L'état d'esprit de ceux qui gouvernent en Syrie n'est pas favorable ; c'est un état d'esprit agressif. S'ils le cachent, parfois, derrière des paroles courtoises, cela ne peut pas dire que les dispositions soient meilleures.

La Syrie est déterminée à défendre un protectionnisme intransigeant dont seule la longue expérience montrera la vanité. Il y faudra plusieurs années peut-être. Car, une année heureuse ne fait pas une doctrine économique et sociale, de même qu'une hirondelle ne fait pas le printemps.

Il n'y a plus de protectionnisme systématique qui vaille en face de l'industrie du type américain et de la suppression des distances. Rien d'artificiel ne peut vivre devant ces réalités décisives. Et l'on ne trouvera plus son compte à acheter à l'Amérique du matériel industriel de seconde main ou un matériel démodé sous prétexte de s'équiper.

La Syrie voudrait voir la liberté régner entre elle et nous pour l'échange des produits agricoles et pour ceux du règne animal ; c'est astucieux évidemment. Dans ce domaine, son avantage est manifeste et la disproportion est massive. Car elle produit beaucoup plus que nous et à un prix de revient généralement très inférieur ; elle a des terres dix fois plus vastes et, quand il s'agit du paysan, le standard de vie est dérisoire. De sorte que la liberté signifie, à la longue, l'écrasement de l'agriculteur libanais. C'est ce qu'on ne doit pas perdre de vue à moins de perdre la tête. L'agriculteur libanais doit être défendu quand l'industriel syrien prétend l'être par des moyens draconiens.

Quand l'agriculteur, quand le paysan ne gagne plus sa vie, il se détache du sol et on sait ce que cela signifie. C'est le problème fondamental de nos villages et de nos campagnes. En Syrie on réfléchit plus que nous aux conséquences lointaines de vérités de ce genre. En Syrie, il y a plus d'esprit de suite qu'ici ; tandis que chez nous, on se résigne trop souvent à gouverner au jour le jour, dans un empirisme redoutable.

Sans doute est-il toujours possible de faire des concessions pour régler un différend ; et nul n'est plus partisan que nous, quand on peut en user, de la temporisation et de la manière souple. Mais le moment vient où on ne peut plus céder un pouce de terrain sans s'exposer au pire. Les généraux qui commandent une retraite savent cela. Or, nous ne sommes pas loin au Liban d'une situation de ce genre. Voici l'heure d'une méthode plus sûre et d'attitudes plus nettes et cohérentes.

Ce que la Syrie nous vend sur le plan agricole est ce qu'il y a de plus abondant, de plus commun dans l'univers ; tandis que, pour ce que nous lui vendons, elle prétend nous déloger et se substituer à nous. Nous pensons qu'elle n'y arrivera pas, mais à condition seulement que nous ne mettions pas bas les armes.

Il est pénible, vraiment que notre voisine bien-aimée nous réduise à tenir un pareil langage ; mais elle s'est mise à nous traiter en ennemis comme elle ne traiterait pas Israël. Or, la fraternité à sens unique qu'on nous propose, nous sommes en droit de nous en montrer un peu dégoûtés.

Le Liban doit se souvenir enfin que la Syrie fait tout ce qu'elle peut pour empêcher ses nationaux de venir au Liban ; l'interdiction est plus sévère les jours fériés alors que les Syriens aimeraient venir se promener un peu par ici. De plus en plus, la Syrie renouvelle la muraille de Chine. Ce n'est pas dans un sentiment « fraternel » qu'elle le fait. Est-ce la peine, dans ces conditions, de nous suicider pour lui vendre nos pommes de terre et nos oranges du troisième et du quatrième choix ?

Un plan d'ensemble et quelque prévoyance nous permettraient de débrouiller tout cela ; alors que nos négociations ont tout l'air d'être une aventure dans la nuit.